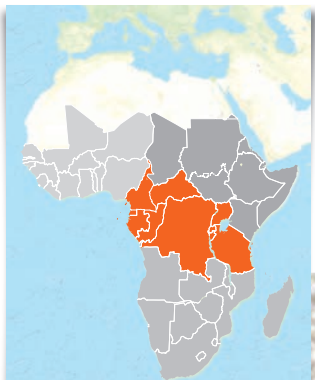


AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS



UNHCR

RAPPORT GLOBAL 2013

Burundi
Cameroun
République centrafricaine
Congo (République du)
République démocratique
du Congo
Gabon
Rwanda
République-Unie de
Tanzanie

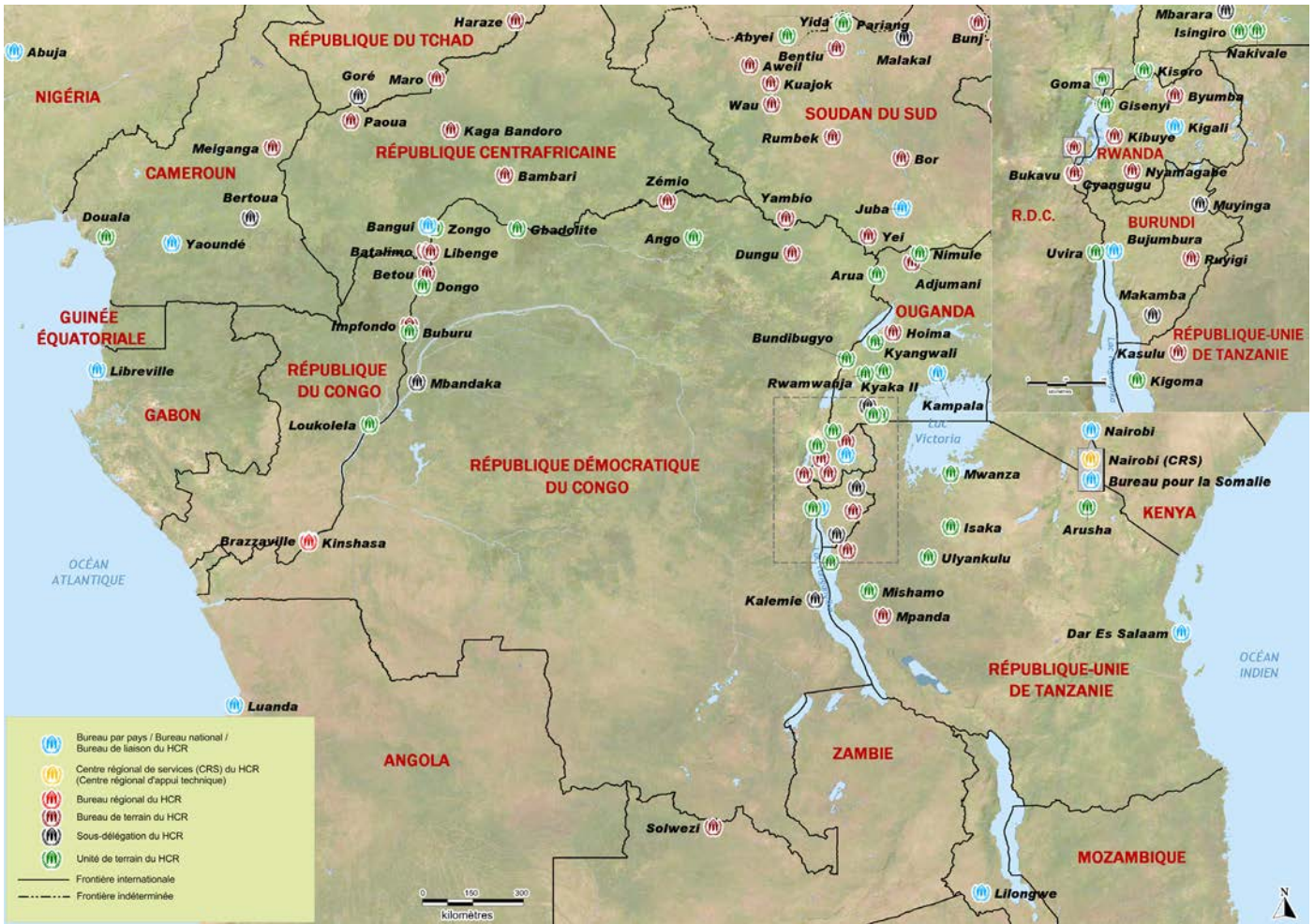


Une Rwandaise, précédemment réfugiée au Burundi, retrouve sa fille à Kigali après des années de séparation.

HCR / A. CASTEILEIN



| Aperçu |

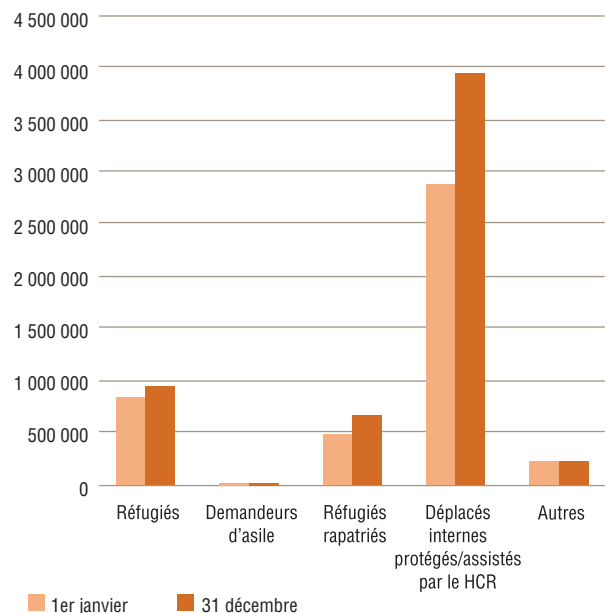


Faits marquants

- En 2013, le HCR a facilité le rapatriement librement consenti de plus de 68 000 réfugiés originaires de République démocratique du Congo (RDC), dont quelque 62 500 sont rentrés du Congo voisin.
- Au Congo, 89 cas de violence sexuelle et sexiste ont été déclarés ; toutes les victimes ont bénéficié d'un soutien psychologique et social, 85 pour cent ont reçu une aide médicale et 40 pour cent se sont vu offrir une assistance juridique.
- Au Cameroun, l'Organisation a offert protection et assistance à près de 115 000 réfugiés et plus de 8 000 demandeurs d'asile, originaires pour la plupart de République centrafricaine (RCA) ; parmi eux se trouvaient quelque 6 000 réfugiés centrafricains ayant fui leur pays depuis mars 2013.
- Le HCR a prêté son concours au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie (Tanzanie) pour mener à terme le processus de naturalisation et d'intégration sur place d'un peu plus de 1 500 réfugiés somaliens d'ethnie bantoue vivant dans la zone d'installation de Chogo.

- Au Rwanda, plus de 73 000 réfugiés et 200 demandeurs d'asile principalement originaires de RDC, dont quelque 30 000 individus arrivés dans le pays depuis avril 2012, ont reçu une protection et une assistance.

Personnes relevant de la compétence du HCR Afrique centrale et Grands Lacs | 2013



- Au Burundi, le HCR et le PAM ont remplacé les rations alimentaires habituellement distribuées dans les camps par un système de bons d'achat. Un nouveau camp a été ouvert dans la province de Canzuko pour accueillir des réfugiés originaires de RDC.
- Tout au long de la crise en RCA et au fil de ses évolutions, le HCR a conduit les modules de la protection, des abris et des articles non alimentaires, lesquels étaient venus en aide à 894 000 déplacés internes à la fin de l'année.

| Résultats en 2013 |

Environnement opérationnel

En 2013, la région des Grands Lacs a été le théâtre de déplacements massifs et de nouvelles situations d'urgence incessantes touchant des réfugiés. Après le renversement du Président en mars 2013, la République centrafricaine a sombré dans le chaos. Cette situation d'anarchie généralisée, accompagnée de la formation de différentes milices, a dégénéré en un conflit ethnico-religieux entraînant une crise humanitaire de grande ampleur. À la fin de l'année, quelque 894 000 personnes étaient déplacées en RCA et 236 000 centrafricains réfugiés dans la région, notamment au Cameroun, au Congo, en RDC et au Tchad.

En RDC, la crise amorcée en 2012 s'est poursuivie en 2013, entraînant des déplacements de population supplémentaires dans le pays et un exode massif de réfugiés en Ouganda, au Rwanda et, dans une moindre mesure, au Burundi. Alors que la situation sécuritaire s'est améliorée dans la région du Kivu et que des déplacés internes ont regagné leur domicile, les attaques de milices ont augmenté dans d'autres provinces, comme le Katanga et la Province-Orientale. En décembre 2013, il y avait selon les estimations environ 2,9 millions de déplacés internes et près de 480 000 réfugiés congolais (RDC) dans la région.

Réalisations et impact

Une assistance multisectorielle a été offerte à tous les réfugiés de la sous-région. Le HCR s'est employé à consolider les régimes d'asile et à faciliter des solutions durables pour les réfugiés et les autres personnes relevant de sa compétence.

Au Rwanda, une nouvelle loi sur l'asile a été examinée et devrait être promulguée en 2014. Le texte contient des dispositions sur le non-refoulement, la non-pénalisation en cas d'entrée illégale, la cessation, l'exclusion, la révocation, l'annulation, le droit à un statut dérivé et le statut d'observateur du HCR lors des sessions de la commission d'éligibilité.

En Tanzanie, le Comité national d'éligibilité a repris ses sessions de détermination du statut de réfugié, trois sessions ayant été organisées en 2013. Parallèlement, plus de 1 500 réfugiés somaliens d'ethnie bantoue ont achevé leur procédure de naturalisation.

Au Burundi, le HCR et l'Office national pour la protection des réfugiés et apatrides (le partenaire gouvernemental) ont entrepris une campagne de vérification (avec collecte de données primaires et relevé d'empreintes digitales) auprès des réfugiés et des demandeurs d'asile. À la fin de l'année, le Burundi accueillait toujours plus de 45 000 réfugiés et quelque 6 000 demandeurs d'asile. Des titres de voyage délivrés en vertu de la Convention ont été imprimés pour quelque 1 000 réfugiés dans le pays. Suite aux interventions du HCR, les autorités burundaises ont renouvelé les permis de séjour temporaires de quelque 1 300 personnes d'origine omanaise vivant dans le pays et risquant de devenir apatrides.

Au Gabon, 250 pièces d'identité ont été émises ou renouvelées pour des personnes relevant de la compétence du HCR. Au Congo, 2 188 demandes de déclaration de naissance hors délais ont été présentées au procureur de la République, qui les a signées.

Un accord tripartite réglant les modalités du rapatriement librement consenti de quelque 13 000 Burundais accueillis en Ouganda a été conclu par le HCR et les Gouvernements du Burundi et de l'Ouganda. Parallèlement, quelque 2 000 anciens réfugiés burundais revenus de RDC, de Tanzanie et de Zambie ont bénéficié d'un programme de réintégration. L'Organisation a également évalué dans quelle mesure les anciens réfugiés burundais rentrés du camp de Mtabila en Tanzanie s'étaient réintégrés.

Au Congo, près de 63 000 réfugiés ont bénéficié d'une aide au transport pour regagner la RDC, où plus de 68 000 rapatriés ont reçu des colis de rapatriement ou des allocations en espèces ; les plus vulnérables se sont vus offrir une assistance dans le secteur des abris. Quelque 6 000 anciens réfugiés angolais ont également reçu des cartes de résidents en RDC. Au Rwanda, plus de 7 000

personnes rentrant de RDC ont bénéficié d'une aide à la réintégration, consistant notamment à les accueillir dans le pays et à assurer leur transport jusqu'à leurs localités d'origine.

Dans le cadre du programme régional de réinstallation des réfugiés congolais (RDC), quelque 2 600 réfugiés accueillis au Rwanda, 1 064 réfugiés vivant au Burundi, 362 réfugiés accueillis en Tanzanie, 50 réfugiés résidant au Congo et 18 réfugiés vivant au Cameroun ont été réinstallés.

En coopération avec les autorités burundaises et une ONG partenaire, le HCR a mené une enquête sur les intentions de près de 79 000 déplacés internes dans six des 20 sites accueillant des déplacés, afin de préparer d'éventuelles solutions durables.

En RDC, le HCR a offert protection et assistance à quelque 23 000 réfugiés centrafricains dans quatre zones d'installation : Boyabu, Inke, Mboti et Mole. Au Rwanda, un cinquième camp a été ouvert à Mugombwa pour loger des réfugiés congolais. Au Burundi, un quatrième camp de réfugiés congolais a été ouvert à Kavumu, dans la province de Canzuko ; deux centres de transit ont également été ouverts à Cishemere (province de Cibitoke) et à Kajaga (province de Bujumbura-rural). Au Cameroun, un camp a été aménagé à Minawao, dans l'Extrême-Nord, pour accueillir quelque 3 200 réfugiés nigériens. D'autre part, en RCA, à la fin de l'année 2013, les réfugiés congolais (RDC) accueillis à Batalimo s'apprêtaient à regagner leur pays, ce qui allait entraîner la fermeture du camp.

Des campagnes de sensibilisation et de prévention relatives à la violence sexuelle et sexiste ont été entreprises auprès de tous les groupes relevant de la compétence du HCR, ce qui a réduit les risques et amélioré la qualité de la réponse. Les systèmes d'orientation et de prise en charge des victimes, tels que ceux mis en place en RDC, prévoyaient notamment une aide juridique, médicale, psychosociale et financière pour les victimes et leurs familles. En Tanzanie, où près de 500 nouveaux cas ont été déclarés, des procédures opérationnelles standard ont été élaborées à l'issue d'évaluations sur la violence sexuelle et sexiste. Au Rwanda, un accord avec la Police nationale a entraîné l'installation de postes de police à l'extérieur de chaque camp de réfugiés. Au Burundi, plus de 870 réfugiés et de 600 demandeurs d'asile victimes de violences sexuelles et sexistes ont bénéficié d'une assistance et une formation a été assurée auprès des partenaires, des autorités locales, des fonctionnaires de police et des leaders des réfugiés.

En Tanzanie, une aide a été accordée dans près de 6 500 cas de protection de l'enfance. En RDC, près de 200 mineurs non accompagnés et enfants séparés originaires de RCA ont été placés en famille d'accueil et le partenaire gouvernemental a reçu une formation sur la protection de l'enfance et les droits de l'enfant.

Au Burundi, tous les réfugiés accueillis dans des camps et les rapatriés, y compris ceux qui vivaient avec le VIH et le sida, ont eu accès à des soins de santé primaires. Au Gabon, 16 personnes vivant avec le VIH et le sida ont bénéficié d'un traitement antirétroviral régulier. Dans le même temps, en RDC, trois séances de formation sur la santé de la procréation et le VIH ont été organisées à l'intention de membres du personnel de santé national, en collaboration avec le ministère de la Santé, et au Congo, près de 90 pour cent et de 100 pour cent des réfugiés affectés, vivant respectivement en milieu rural et en milieu urbain, ont bénéficié d'un traitement antirétroviral.

En RDC, plus de 1 000 rapatriés en provenance du Congo ont reçu des matériaux et des outils pour construire des abris temporaires, alors qu'environ 3 000 des rapatriés les plus vulnérables ont bénéficié d'une aide non financière. La distribution d'articles non alimentaires a amélioré les conditions de vie de près de 87 000 déplacés internes, 8 500 abris d'urgence étant construits pour 40 460 autres déplacés. En Tanzanie, 244 familles ont reçu des bâches en plastique pour réparer leur abri, tandis que 223 familles bénéficiaient d'une aide sous forme de matériaux de construction. Au Rwanda, des toits en tôle ondulée sont venus remplacer les bâches en plastique. Au Burundi, les nouveaux réfugiés ont reçu des kits pour abris ; 1 000 maisons permanentes ont été construites pour les rapatriés les plus vulnérables et des abris ont été bâtis pour 37 femmes chefs de famille qui n'avaient pas de terres.

L'accès à l'éducation est resté une priorité. En Tanzanie, la quasi-totalité des enfants en âge d'aller à l'école ont été scolarisés dans le primaire ; cette proportion a été de 90 pour cent au Burundi et de 100 pour cent en RDC pour les enfants réfugiés vivant en milieu urbain. Au Rwanda, le HCR a mis la dernière main à une stratégie pluriannuelle destinée à intégrer les enfants réfugiés dans l'éducation nationale.

Au Gabon, 791 élèves réfugiés ont été admis dans le système scolaire national, 16 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle pour améliorer leurs moyens de subsistance et 46 autres ont reçu des subventions en espèces pour monter de petites entreprises.

Enfin, en RDC, où le HCR est chef de file du module de la protection, plus de 23 000 incidents de protection et quelque 1 600 conflits ont été enregistrés ; 973 de ces conflits ont été résolus avec le concours d'audiences foraines.

Contraintes

L'instabilité politique, la montée en puissance de nouvelles alliances entre des groupes armés et le manque d'accès à certaines zones reculées, du fait de l'insécurité ou de l'absence d'infrastructures, ont entravé la bonne exécution de certaines activités de protection et d'assistance.

La capacité du HCR à offrir une assistance humanitaire, sur fond de dégradation de l'espace humanitaire et de multiplication des atteintes aux droits de l'homme dans certains pays, a été affectée par des contraintes financières.

Le manque d'infrastructures, les longues distances à parcourir et l'accès limité à certaines régions, en particulier pendant la saison des pluies, ont été autant d'obstacles supplémentaires à l'exécution des activités d'assistance humanitaire dans un environnement caractérisé par de nombreux défis logistiques.

Opérations

Les opérations du HCR au **Burundi**, au **Congo**, en **République démocratique du Congo**, au **Rwanda** et en **République-Unie de Tanzanie** sont présentées dans des chapitres séparés.

Au **Cameroun**, à la fin de l'année, le HCR protégeait et aidait près de 115 000 réfugiés et plus de 8 300 demandeurs d'asile – pour la plupart arrivés de RCA au cours des années précédentes et installés dans une certaine mesure et de leur propre initiative dans 308 sites répartis entre les régions de l'Est et de l'Adamaoua. Il y avait parmi eux quelque 6 000 individus qui avaient fui la RCA depuis mars 2013. Les réfugiés vivant dans l'est du pays ont reçu une assistance multisectorielle, alors que les personnes relevant de la compétence du HCR à Yaoundé et à Douala ont bénéficié d'une aide accordée selon les modalités définies dans la politique du HCR sur les réfugiés urbains.

En mars 2013, la situation en **République centrafricaine** s'est dégradée, entraînant le

renversement du Président, puis des affrontements entre deux groupes armés qui ont fait sombrer le pays dans le chaos et débouché sur un conflit ethnico-religieux. En décembre 2013, il y avait 894 000 déplacés internes (dont quelque 510 000 dans la seule ville de Bangui), ainsi que quelque 18 000 réfugiés et demandeurs d'asile, principalement originaires de RDC et du Soudan, en République centrafricaine. Au 31 décembre 2013, quelque 236 000 réfugiés centrafricains étaient accueillis dans des pays limitrophes, à savoir le Cameroun, le Congo, la RDC et le Tchad. Lorsque l'état d'urgence de niveau 3 a été déclaré en RCA, le HCR a renforcé son équipe dans le pays, qui comprenait 69 personnes (26 fonctionnaires internationaux, dont 15 en mission, et 43 collaborateurs nationaux) à la fin de l'année 2013. En RCA, le HCR est chef de file des modules de la protection, des abris d'urgence/ articles non alimentaires et de la coordination et gestion des camps (CCCM). Début 2014, l'Organisation a lancé un premier appel supplémentaire pour couvrir les besoins estimés pour les déplacés internes et les réfugiés centrafricains accueillis dans les pays limitrophes entre janvier et mars 2014. Cet appel a été révisé ultérieurement pour financer les besoins beaucoup plus importants prévus jusqu'à la fin de l'année 2014, suite à de nouvelles évaluations et à la publication d'un Plan d'action régional pour la République centrafricaine en avril 2014.

La situation au **Gabon** est restée calme et stable. Par l'entremise d'un partenaire d'exécution, le HCR a continué à offrir une protection et une assistance multisectorielle à plus de 1 600 réfugiés et près de 2 500 demandeurs d'asile (originaires pour la plupart du Congo, de RDC et du Tchad). Au sein de cette population, 98 personnes ont bénéficié d'une aide financière en raison de leurs besoins particuliers.

| Informations financières |

En raison des appels supplémentaires lancés en 2013 pour la situation dans l'est de la République démocratique du Congo (mars 2013) et de l'appel conjoint HCR-PAM-UNICEF pour la réponse d'urgence aux afflux de réfugiés centrafricains dans les pays limitrophes (juillet 2013), les besoins financiers du HCR

dans la sous-région, initialement fixés à 322,6 millions de dollars E.-U., ont atteint 397,1 millions de dollars E.-U. Le niveau de financement disponible pour la sous-région Afrique centrale et Grands Lacs a permis de dépenser au total 186,8 millions de dollars E.-U.

Budget et dépenses en Afrique centrale et dans les Grands Lacs | dollars E.-U.

Opération		PILIER				Total
		1 Programmes pour les réfugiés	2 Programmes pour les apatrides	3 Projets pour la réintégration	4 Projets pour les déplacés internes	
Burundi	Budget	30 242 242	619 345	0	682 325	31 543 912
	Dépenses	21 964 059	528 278	0	416 635	22 908 972
Cameroun	Budget	22 800 657	782 931	0	0	23 583 588
	Dépenses	12 843 700	122 301	0	0	12 966 000
République centrafricaine	Budget	9 908 598	5 519 680	5 070 163	6 121 224	26 619 665
	Dépenses	6 645 811	89 570	0	4 870 840	11 606 221
République démocratique du Congo - Bureau régional¹	Budget	84 295 442	1 763 709	24 572 564	85 995 703	196 627 418
	Dépenses	48 314 125	1 402 687	12 224 769	18 498 681	80 440 262
République du Congo	Budget	32 086 000	0	0	0	32 086 000
	Dépenses	14 687 582	0	0	0	14 687 582
Rwanda	Budget	44 648 867	0	2 344 429	0	46 993 296
	Dépenses	24 793 541	0	11 785	0	24 805 326
République-Unie de Tanzanie	Budget	15 863 715	0	23 793 323	0	39 657 039
	Dépenses	13 246 400	0	6 149 508	0	19 395 908
Budget		239 845 521	8 685 665	55 780 480	92 799 251	397 110 918
Dépenses		142 495 217	2 142 835	18 386 063	23 786 156	186 810 271

¹ Coordonne les activités au Gabon et au Congo.

Contributions volontaires pour l'Afrique centrale et les Grands Lacs | dollars E.-U.

Affectation / Donateur	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 3 Projets pour la réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Tous les piliers	Total
AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS					
Canada				2 065 595	2 065 595
Danemark				1 300 000	1 300 000
Donateurs privés - Allemagne				1 409 073	1 409 073
Donateurs privés - Australie				72 581	72 581
Donateurs privés - Canada				2 617	2 617
Donateurs privés - Chine (Hong Kong RAS)				910	910
Donateurs privés - Espagne				6 949	6 949
Donateurs privés - Japon				3 926	3 926
Donateurs privés - Royaume-Uni				349	349
Donateurs privés - Suisse				7 126	7 126
États-Unis d'Amérique				19 800 000	19 800 000
Finlande				1 915 709	1 915 709
Luxembourg				974 026	974 026
Suède				1 502 404	1 502 404
AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS - Sous-total				29 061 264	29 061 264
BURUNDI					
Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs	82 000				82 000
Danemark	1 200 001				1 200 001
Donateurs privés - Japon	370 626				370 626
États-Unis d'Amérique	685 400				685 400
Fonds central d'intervention d'urgence	692 472				692 472
Japon	5 000 000				5 000 000
Suisse	828 014				828 014
Union européenne	1 303 781				1 303 781
BURUNDI - Sous-total				10 162 294	10 162 294
CAMEROUN					
Donateurs privés - Pays-Bas	48 077				48 077
Fonds central d'intervention d'urgence	839 843				839 843
CAMEROUN - Sous-total				887 920	887 920
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE					
États-Unis d'Amérique				3 700 000	3 700 000
Fonds central d'intervention d'urgence			1 702 981		1 702 981
France			178 525	323 415	501 940
Japon	2 738 000		762 000		3 500 000
Suède				746 046	746 046
Suisse			882 029		882 029
Union africaine			100 000		100 000
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Sous-total				3 625 535	4 769 461
				4 769 461	11 132 996
RWANDA					
Donateurs privés - Qatar				686 785	686 785
États-Unis d'Amérique	525 545			4 600 000	5 125 545
Fonds central d'intervention d'urgence	1 953 839				1 953 839
Fonds du programme "Unis dans l'action"		407 781			407 781
Japon	2 000 000				2 000 000
Royaume-Uni	1 599 827				1 599 827
Union européenne	1 955 671				1 955 671
RWANDA - Sous-total				5 286 785	13 729 448

Affectation / Donateur	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 3 Projets pour la réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Tous les piliers	Total
RÉPUBLIQUE DU CONGO					
Donateurs privés - Suisse	28 900				28 900
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	16 800				16 800
RÉPUBLIQUE DU CONGO - Sous-total	45 700				45 700
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE					
Donateurs privés - Suisse	30 052				30 052
États-Unis d'Amérique	901 329				901 329
Fonds du programme "Unis dans l'action"	4 510 484				4 510 484
Japon	3 000 000				3 000 000
Union européenne	1 303 781				1 303 781
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE - Sous-total	9 745 646				9 745 646
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO - BUREAU RÉGIONAL					
Allemagne	1 326 260				1 326 260
Belgique		1 308 901	2 652 520		3 961 420
Danemark	1 000 000			1 000 000	2 000 000
Donateurs privés - Australie			5 907		5 907
Donateurs privés - Canada				106	106
Donateurs privés - Chine (Hong Kong RAS)			761		761
Donateurs privés - République de Corée				217 756	217 756
Donateurs privés - Royaume-Uni			60		60
Donateurs privés - Suisse				401	401
Espagne	190 070		156 787		346 857
États-Unis d'Amérique				24 300 000	24 300 000
Fonds central d'intervention d'urgence	5 360 068				5 360 068
Fonds commun humanitaire pour la République démocratique du Congo			925 471		925 471
France	174 410		213 688		388 098
Japon	3 758 065	1 441 935			5 200 000
Programme des Nations Unies sur le VIH et le sida	273 468				273 468
Saint-Siège	5 000				5 000
Suède				2 270 204	2 270 204
Suisse	317 460		539 957		857 417
Union africaine			200 000		200 000
Union européenne	1 170 025				1 170 025
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO - BUREAU RÉGIONAL - Sous-total	13 574 827	2 750 836	4 695 151	27 788 468	48 809 281
Total	45 189 268	3 158 616	8 320 685	66 905 978	123 574 548

Note: Inclut les coûts d'appui indirects prélevés sur les contributions pour les piliers 3 et 4, les budgets supplémentaires et la réserve pour les "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au Mandat".